



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
DREAL Bourgogne-Franche-Comté
Uid 39-71 / Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau
71100 Chalon-sur-saône

Chalon-sur-saône, le 10/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CA MACONNAIS BEAUJOLAIS AGGLOMERATION

124 rue du Grand Pré
71000 Mâcon

Références : XG/CS/2025/C_144
Code AIOT : 0005402402

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/08/2025 dans l'établissement CA MACONNAIS BEAUJOLAIS AGGLOMERATION implanté Les Grands Champs 71680 Vinzelles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'effectue dans le cadre du suivi de la mise en demeure prononcée par arrêté préfectoral n° DCL-BRENV-2024-361-5 du 26/12/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CA MACONNAIS BEAUJOLAIS AGGLOMERATION
- Les Grands Champs 71680 Vinzelles

- Code AIOT : 0005402402
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie de Vinzelles est l'une des six déchetteries gérées par la communauté d'agglomération CA Mâconnais Beaujolais Agglomération. Elle est régulièrement autorisée à exploiter au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement par arrêté préfectoral n° 08-4539 en date du 10/09/2008.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	SITUATION ADMINISTRATIVE	Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 1.2.1	Sans objet
2	COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES	Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 4.2.3	Sans objet
3	EAUX PLUVIALES	AP de Mise en Demeure du 24/12/2024, article 1er	Levée de mise en demeure
4	PRODUITS DANGEREUX	Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 7.1.1	Sans objet
5	PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES	AP de Mise en Demeure du 24/12/2024, article 2	Levée de mise en demeure
6	MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	AP de Mise en Demeure du 24/12/2024, article 3	Levée de mise en demeure
7	AUTOSURVEILLANCE	Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 9.2.1	Sans objet
8	PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX	Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 4.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection retient de sa visite une amélioration notable de l'exploitation de la déchetterie au regard des règles environnementales applicables ; cette dynamique doit être conservée à l'avenir.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : SITUATION ADMINISTRATIVE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE

Prescription contrôlée :

Rubrique 2710-1, Autorisation : Déchetteries aménagées pour la collecte des encombrants matériaux ou produits triés et apportés par le public :

- monstres (gros électroménager, mobilier, éléments de véhicules, etc.), déchets de jardin, déchets de démolition, déblais, gravats, terre ;
- bois, métaux, papiers-cartons, plastiques, textiles, verres ;
- déchets ménagers spéciaux (huiles usagées, piles et batteries, médicaments, solvants, peintures, acides et bases, produits phytosanitaires, etc.) usés ou non.

La surface étant supérieure à 2 500 m²

Surface autorisée : 5 865 m²

Constats :

L'exploitant a porté à la connaissance du préfet le 23 juin 2025 son positionnement vis-à-vis de la nomenclature des installations classées. Les quantités indiquées évoluent de la manière suivante :

Rubrique	Quantité autorisée	Quantité déclarée
2710-1a	5 t	6,92 t
2710-2b	500 m ³	432,4 m ³

L'évolution n'a pas d'incidence sur les régimes autorisés, les nouvelles valeurs déclarées seront portées à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter lors de sa prochaine mise à jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 4.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, entretien et surveillance

Prescription contrôlée :

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Constats :

Constat du 26/06/2024

Non-conformité n°1

Les deux séparateurs d'hydrocarbures sont curés simultanément à fréquence annuelle. Les huiles

et hydrocarbures piégés sont traités en filière spécialisée avec établissement des bordereaux de suivi des déchets. Cependant l'exploitant n'est pas en mesure de différencier les opérations de maintenance et d'entretien réalisées pour chacun. Les bordereaux de suivi des déchets ne désignent pas l'équipement duquel les déchets sont issus.

Non-conformité n°2

Les regards ne sont pas repérés.

Constat du 26/08/2025

L'exploitant a référencé les séparateurs nord et sud. Leur maintenance annuelle a été effectuée le 21/08/2025 et chaque bordereau de suivi des déchets les identifie individuellement. Les regards d'accès aux séparateurs sont repérés sur le plan à jour des réseaux et sur site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : EAUX PLUVIALES

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/12/2024, article 1er

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Prescription contrôlée :

La communauté Mâcon Beaujolais Agglomération, exploitant la déchetterie implantée Les Grands Champs sur la commune de Vinzelles (71680), est mise en demeure, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, de justifier du dimensionnement des rétentions des eaux pluviales susceptibles d'être polluées fixés à l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral susvisé et de disposer de leur volume utile en permanence.

Constats :

L'exploitant a porté à la connaissance du préfet, le 23 juin 2025, les dispositions de rétention des eaux d'extinction incendie par le bassin dédié et les voiries en point bas. Il a justifié du volume total et nécessaire de rétention.

La mise en demeure du 26/12/2024 peut être levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : PRODUITS DANGEREUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 7.1.1

Thème(s) : Risques accidentels, inventaire des produits dangereux

Prescription contrôlée :

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

Constats :

Constat du 26/06/2024

L'exploitant ne tient pas d'inventaire et d'état des stocks des produits dangereux susceptibles d'être présents sur site.

Constat du 26/08/2025

L'exploitant tient un registre informatisé d'inventaire et d'état des stocks des produits dangereux présents sur site ; il est mis à jour plusieurs fois par semaine.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/12/2024, article 2

Thème(s) : Produits chimiques, Rétentions

Prescription contrôlée :

La communauté Mâcon Beaujolais Agglomération, exploitant la déchetterie implantée Les Grands Champs sur la commune de Vinzelles (71680), est mise en demeure, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, de justifier de la capacité de rétention des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols fixée à l'article 7.4.2 de l'arrêté préfectoral susvisé.

Constats :

L'exploitant a modifié les modalités de collecte et de stockage des produits dangereux, tous les produits liquides collectés sont désormais collectés au même endroit et sont placés sur rétention. L'exploitant a justifié de la capacité de chaque rétention.
La mise en demeure du 26 décembre 2024 peut être levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/12/2024, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse

Prescription contrôlée :

La communauté Mâcon Beaujolais Agglomération, exploitant la déchetterie implantée Les Grands Champs sur la commune de Vinzelles (71680), est mise en demeure, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, de justifier de la conformité et de la disponibilité des moyens fixés à l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral susvisé.

Constats :

L'exploitant a porté à la connaissance du préfet, le 23/06/2025, la justification de la conformité des moyens de lutte contre l'incendie et leur adéquation au besoin.

Compte tenu des nouvelles quantités portées à la connaissance du préfet, l'exploitant a justifié

<p>des besoins en eau d'extinction selon le guide D9 d'évaluation des besoins en eau. Il s'avère que la réserve d'eau de 120 m³ prévue à l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10/09/2008 n'est plus requise. L'arrêté préfectoral d'autorisation sera modifié en ce sens à l'occasion de sa prochaine mise à jour.</p> <p>Le poteau incendie extérieur est conforme et des extincteurs, maintenus chaque année, sont répartis sur l'ensemble du site.</p> <p>La mise en demeure du 26/12/2024 peut être levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : AUTOSURVEILLANCE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation de prélèvement d'eau est munie d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé mensuellement. Les résultats sont portés sur un registre.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 26/06/2024 (non-conformité)</u></p> <p>L'exploitant ne procède pas au relevé mensuel de la consommation d'eau et à sa consignation sur un registre. Ce constat a déjà été relevé lors de la visite d'inspection du 21/04/2010.</p> <p><u>Constat du 26/08/2025</u></p> <p>L'exploitant indique procéder à un relevé bimestriel consigné sur registre informatique. Il justifie de la modification de la fréquence par la faible consommation d'eau, uniquement à usage sanitaire des agents de la déchetterie, qui s'avère inférieure à 1 m³ certains mois. L'exploitant demande à ce que la prescription de relevé soit ajustée à une fréquence bimestrielle compte tenu de la faible consommation d'eau. L'arrêté préfectoral d'autorisation sera modifié en ce sens lors de sa prochaine mise à jour.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/2008, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements et consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel	Débit maximal mensuel
Réseau public	8 m ³	2 m ³

Constats :**Constat du 26/06/2024 (Non-conformité)**

[...] L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer le respect de la prescription de prélèvement maximal.

Constat du 26/08/2025

L'exploitant justifie du respect des valeurs maximales de prélèvement par les factures d'eau acquittées qui demeurent peu précises du fait d'une consommation annuelle à une seule unité.

Type de suites proposées : Sans suite